

NON À L'EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ

POUR UNE EUROPE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE



Le congrès national du Parti socialiste se tient à Toulouse du 26 au 28 octobre. Nos organisations et nos militants ont largement contribué à chasser Nicolas Sarkozy. Légitimement, nous demandons des comptes et des questions se posent.

Où est la volonté politique de changement quand on voit des entreprises licencier, fermer des sites alors qu'elles font d'énormes profits et que rien n'est fait contre les délocalisations ?

Le gouvernement subit la pression des marchés financiers et des impératifs patronaux. La question européenne devait et pouvait être l'occasion de renégocier le traité Sarkozy-Merkel. Rien n'a été modifié et le volet « croissance » dont se félicite François Hollande était déjà budgétisé à partir des fonds structurels européens.

Le dogme libéral sert malheureusement toujours de boussole et de carte à la construction européenne. Toujours réduire « les dépenses publiques » qui, pour nous, portent les noms d'éducation, de santé, de recherche, de relocalisation de l'emploi, de transition écologique, d'aménagement des territoires.

Ce traité TSCG interdit toute politique publique de redistribution et impose d'organiser l'austérité budgétaire. La dette, comme prétexte, pour racketter les états en difficulté et 70 milliards d'euros d'économies sont programmées en France sur le dos des conquêtes sociales.

Cette dégradation des conditions de vie, la négation de la souveraineté populaire, organisent le divorce avec l'idée d'Europe et font le lit des solutions réactionnaires à la crise voire du fascisme.

Le Parti socialiste détient la quasi-totalité des pouvoirs et échelons institutionnels (présidence de la République, gouvernement, parlement, régions, départements, grandes villes). Au lieu d'organiser la résistance au capitalisme, ces positions institutionnelles servent de vecteurs aux politiques libérales.

Pour preuve, François Hollande a récemment demandé aux collectivités locales de se serrer davantage la ceinture. Est cela l'acte III de la décentralisation ? Pour preuve également, la poursuite de fait de la RGPP avec la diminution du nombre de fonctionnaires

dans des services aussi essentiels que les hôpitaux ou les impôts.

Après le NON du peuple français et la ratification du traité de Lisbonne, les parlementaires PS viennent, à une très grande majorité, de voter l'austérité institutionnelle avec la ratification du Traité TSCG.

C'est un déni démocratique et une catastrophe sociale annoncée comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Partout où elles s'appliquent, les peuples résistent, comme, n'en doutons pas, ce sera le cas en France.

Seules une autre répartition des richesses, une construction démocratique et l'organisation de la transition écologique permettront de bâtir une Europe sociale, solidaire et respectueuse de la planète.

C'est pourquoi nous interpellons le Parti socialiste, ses ministres, ses élus, ses militants, ses délégués au congrès pour traduire les exigences de changement avec une politique mobilisant la société autour des ruptures nécessaires.

Le changement c'est urgent.

MANIFESTATION

SAMEDI 27 OCTOBRE • 14 H 30
PLACE ESQUIROL

LE CHANGEMENT C'EST POUR QUAND ?

PREMIERS SIGNATAIRES :

ATTAC, FSU, Solidaires, Europe-Écologie-Les-Verts, [Convergences et Alternative, FASE, Gauche anticapitaliste, Parti de gauche, membres du Front de gauche], NPA, DAL et comités locaux contre la dette et pour un audit citoyen.





L'austérité tue !

Vendredi 19 octobre, une femme a accouché au bord de l'autoroute A 20, son enfant n'a pas survécu. Elle se rendait à la maternité de Brive à 1 heure 20 minutes de route de chez elle, la maternité proche de son domicile ayant été fermée en 2009.

Ce n'est pas un fait divers parmi d'autres. Ce n'est pas la fatalité. C'est une des conséquences des politiques menées depuis des années par tous les gouvernements de droite et de gauche !

Ils ont fermé, dans tous les départements, des maternités et hôpitaux de proximité, ils ont regroupé des services de santé, ils refusent de donner les moyens humains et financiers aux établissements publics et prétextent des problèmes de sécurité pour fermer certains services ! À l'origine des événements dramatiques comme celui survenu sur l'A 20, il y a une politique : la rentabilité à tout prix. L'hôpital est financé selon l'activité des services et cette activité doit être rentable !

Hollande continue la même politique que les gouvernements précédents

La loi Bachelot qui a accéléré la casse de l'hôpital public est maintenue. Le budget de la Sécurité sociale est actuellement débattu au parlement. Pour la santé aussi ce sera l'austérité, les hôpitaux devront économiser 675 millions d'euros !

La rentabilité ne frappe pas que les hôpitaux : le montant des remboursements par la Sécurité sociale ne cesse de diminuer. Il n'est plus que de 55 % en moyenne pour les soins courants. Conséquences : un habitant sur cinq renonce à des soins, l'état de santé des pauvres se dégrade, l'espérance de vie en bonne santé commence à diminuer.

Les gouvernements de gauche et de droite sont responsables et coupables, coupables de diminuer les remboursements, d'instaurer des franchises et forfaits sur les soins à l'hôpital et en ville, coupables d'accepter les dépassements

d'honoraires ou de ne vouloir que les « encadrer » comme le gouvernement actuel.

Ils prétendent que la Sécurité sociale est en déficit alors que les patrons bénéficient de milliards d'exonérations de cotisations : 30 milliards d'euros en 2010, 255,5 milliards entre 1990 et 2010, bien plus que le « déficit » !

Les patrons demandent toujours plus !

Ils avaient obtenu de Sarkozy la TVA « sociale ». Hollande l'a supprimée. Bien ! Mais au nom de « la baisse du coût du travail », il s'apprête à faire revenir par la fenêtre ce qu'il a fait sortir par la porte : remplacer la cotisation sociale payée par les employeurs par l'impôt : le gouvernement envisage d'augmenter la CSG (payée à 80 % par les salariés, les retraités, et les chômeurs), d'instaurer une taxe « écologique » et même le retour « d'un peu » de TVA « sociale »

Notre santé vaut mieux que leurs profits !

Pour nos vies, pour notre santé, il ne faut pas les laisser faire ! La mobilisation de plusieurs comités de défense d'hôpitaux et de maternité regroupant usagers et professionnels a permis d'éviter la fermeture de plusieurs établissements. C'est désormais un « tous ensemble » qu'il devient urgent de préparer contre toutes les mesures d'austérité.

Mardi 23 octobre 2012

MANIFESTATION



SAMEDI 27 OCTOBRE • 14 H 30
PLACE ESQUIROL

**Interpellation démocratique unitaire
des congressistes du Parti socialiste**

« Le changement, c'est pour quand ? »

À l'appel de : ATTAC, FSU, Solidaires, DAL et comités locaux contre la dette et pour un audit citoyen ; EELV, [C&A, FASE, GA, PG, membres du FdG], NPA...